



**Fédération Nationale de l'Enseignement,  
de la Culture et de la Formation Professionnelle  
Département de l'Isère**

Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs les membres du CSA-SD 38,

Nous nous réunissons dans un contexte où le premier ministre Lecornu a décidé d'imposer par le 49-3 son budget d'austérité. Dans l'Éducation Nationale, les 2 000 postes créés sont bien des postes d'AESH, personnels maintenus sous le seuil de pauvreté. Rappelons que les 2 000 postes prétendument créés par l'ex-premier ministre Bayrou s'étaient avérés être une mystification ! Jamais le manque d'AESH n'a été aussi important dans les écoles et les établissements, partout ça craque ! Les 4 000 suppressions de postes d'enseignants sont, elles bel et bien maintenues ! Quant au ministre Geffray, il continue son chantage en expliquant que faute de budget, les concours d'enseignement 2026 auxquels 88 000 étudiants sont inscrits, ne pourraient avoir lieu... Les dispositions inacceptables du budget Lecornu sont donc maintenues. Ce dernier s'est d'ailleurs empressé de rassurer les chefs d'entreprise dans un courrier qu'il leur a adressé. Le budget Lecornu c'est toujours de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sans contreparties (211 milliards par an de recettes dont l'état de prive, et on a le culot de nous dire que les caisses sont vides). Mais visiblement les caisses ne sont pas vides pour entretenir la marche à la guerre : en effet E. Macron a doublé le budget militaire durant son mandat, passant de 30 milliards à plus de 60 milliards et on veut construire un nouveau porte avion qui avec ses équipements coûterait près de 30 milliards soit la moitié du budget de l'Éducation nationale. Et pendant ce temps là, l'Hôpital, l'École et les services publics sont exsangues, il y a une offensive inédite contre la Sécu, contre l'école publique, contre l'hôpital public, contre les droits et les garanties collectives des salariés.

Et ces suppressions nous pouvons les voir sur les collèges de l'Isère. Ce sont 68 postes en moins, dont 38 mesures de carte scolaire : un vrai carnage ! Qu'on ne vienne pas nous parler de la baisse démographique qui est prétexte trop beau pour supprimer le maximum de postes. Alors que la baisse aurait pu être un moyen de baisser le nombre d'élèves par classes (rappelons que le nombre d'élèves par classes en France est un des pires des pays de l'OCDE). Que l'on commence par rétablir toutes les heures d'enseignement enlevées depuis de nombreuses années !

Et nous voyons l'impact terrible pour les collègues avec certains établissements qui se retrouvent impactés par plusieurs mesures de carte scolaire : trois pour les collèges Lamartine, Marcel Mariotte, Salvador Allende, du Calloud et des Pierres Plantes, et deux aux collèges Marcel Chêne, Lionel Terray, Jacques Brel. Des collègues qui vont être obligés de muter, et un grand nombre de

mesures de carte scolaire va forcément impacter le mouvement intra-académique. De plus, des postes vacants n'ont pas été remis au mouvement (à priori bloqués pour des stagiaires) alors même qu'il y a des mesures de carte scolaire aux alentours ce qui va encore compliquer voire verrouiller le mouvement.

C'est pourquoi Force Ouvrière demande :

- **une réduction des effectifs par classes afin de sauver des postes, mais aussi d'en créer**
- **l'abrogation du choc des savoirs**
- **une augmentation de 31,5 % de la valeur du point d'indice sans contreparties**
- **l'abrogation de la réforme du lycée, du bac et de Parcoursup**
- **un vrai statut pour les AESH**
- **l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction Publique**
- **le retrait du projet de réforme des retraites Borne-Macron**